

Le projet de sécession catalane subit un sérieux revers

ESPAGNE Les Catalans devraient être à nouveau appelés aux urnes

C'est une épine (momentanément) hors du pied des dirigeants européens, suffisamment accaparés par la gestion du risque « Brexit » – une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Mais c'est une douche froide pour les partisans de la sécession de la Catalogne, déterminés à rompre les amarres avec l'Espagne : leur feuille de route vient de prendre du plomb dans l'aile. Ce programme avait été élaboré après leur victoire aux élections régionales du 27 septembre. Il devait conduire, en dix-huit mois, à la création d'une république indépendante de Catalogne. Ce lundi, le président sortant de la région, l'indépendantiste de centre droit Artur Mas, a laissé entendre qu'il faudrait remettre le processus sur le métier : les Catalans seront vraisemblablement à nouveau appelés aux urnes, probablement au début du mois de mars. Ce sera l'heure de vérité, pour jauger du maintien des velléités sécessionnistes, après cette nouvelle péripétie...

Le parti indépendantiste de gauche radicale CUP a définitivement refusé de soutenir le chef du gouvernement sortant

« Je suis très tranquille, et j'ai envie de me battre, d'aller de l'avant », a lancé hier Artur Mas, à l'issue d'une réunion des instances de son parti, le CDC. Celui-ci a confirmé, à l'unanimité, qu'il ne soutiendrait personne

d'autre pour diriger le gouvernement régional. Mais, malgré trois mois de tractations, Mas n'est pas parvenu à recueillir le soutien nécessaire parmi l'ensemble des élus indépendantistes, rendant la convocation de nouvelles élections quasi inéluctable – les quatrièmes en cinq ans en Catalogne !

Artur Mas s'exprimera sur le sujet ce mardi. C'est urgent : la loi impose au Parlement catalan d'investir un gouvernement d'ici à samedi, minuit. Sinon, de nouvelles élections seront d'office convoquées. La crise a éclaté dimanche, lorsque les dirigeants du parti indépendantiste de la gauche radicale CUP ont définitivement refusé d'apporter leur soutien au chef du gouvernement sortant. La CUP accuse Mas d'avoir mené des politiques libérales d'austérité et de diriger un parti miné par une affaire de corruption. Une semaine plus tôt, 3.030 militants de la CUP s'étaient prononcés – à parts exactement égales ! – les uns pour Mas et les autres contre.

Une coalition « Ensemble pour le oui » (à l'indépendance) avait été constituée par Mas avec le centre gauche indépendantiste pour le scrutin de septembre. Avec succès. Mais cette coalition devait encore impérativement recevoir le soutien extérieur d'élus de la CUP pour recueillir la majorité nécessaire pour gouverner. La CUP était disposée à soutenir un autre candidat, mais le CDC a

donc refusé. « *La CUP fait passer la révolution et le socialisme avant l'indépendance !* », se sont étranglés des leaders du CDC – la CUP est favorable également à une sortie de la Catalogne de l'UE et de l'Otan, contrairement aux partis d'« Ensemble pour le oui ». « *Le CDC place Mas avant l'indépendance !* », réplique-t-on dans l'autre camp.

Bref, la division règne dans le camp sécessionniste. Et maintenant ? Ces dissensions pourraient logiquement coûter des voix aux indépendantistes, dont l'électorat serait échaudé par l'incapacité de leurs représentants à se mettre d'accord pour gouverner. Ce sera « *un gros défi, après les attentes créées autour de (la victoire) du 27 septembre, reconnaît un proche du dossier. Mais la CUP en sort divisée aussi et ils ont déçu une partie importante de leurs électeurs. Pour "Ensemble pour le oui", une victoire en mars, cette fois-ci sans dépendre de la CUP, serait le gros lot, mais c'est difficile à prédire...* » D'autant que la reconduction de cette grande coalition gauche/droite n'est pas acquise.

Entre-temps, la Catalogne navigue en plein brouillard – à l'instar du pouvoir central à Madrid, toujours dans l'attente de la formation d'une hypothétique coalition après les élections du 20 décembre, au résultat disputé entre quatre formations, rompant avec le traditionnel bipartisme espagnol. ■

PHILIPPE REGNIER